

Des antinucléaires manifestent discrètement devant l'OMS

LE MONDE | 26.09.07 | 16h30 • Mis à jour le 26.09.07 | 16h30

GENÈVE CORRESPONDANCE

On aurait pu ne pas les remarquer. Mais voilà cinq mois que, chaque jour, deux ou trois personnes, des pancartes accrochées autour du cou, font le pied de grue à un carrefour de Genève, de 10 à 18 heures, du lundi au vendredi, en face de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), distribuant à ceux qui veulent bien s'arrêter un dossier intitulé "Catastrophe sanitaire à Tchernobyl : l'OMS coupable de non-assistance à populations en danger !".

Principalement suisses et français, 65 bénévoles se sont déjà succédé, et une liste d'attente a été dressée pour participer à cette action *"discrète, non violente, à temps indéterminé"*, lancée le 26 avril, date anniversaire de l'accident de Tchernobyl, par six associations, dont Enfants de Tchernobyl Belarus et le réseau Sortir du nucléaire, et aujourd'hui soutenue par une quarantaine d'ONG.

L'OMS, elle, n'a toujours pas réagi.

L'objectif, résumé dans une lettre remise à Margaret Chan, la directrice générale de l'OMS, et exposé sur le site <http://independentwho.info>, est ambitieux : obtenir l'amendement d'un accord signé, en 1959, entre l'OMS et l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) qui, entre autres, stipule (art 1, § 3), que, *"chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord"*.

Ce texte fonctionne, selon les protestataires, au profit de l'AIEA, promoteur du nucléaire commercial, raison pour laquelle *"l'OMS néglige la santé des populations souffrant de radioactivité"*, estiment-ils. *"Il est tabou de parler de faibles doses de radiations ionisantes"*, explique Michel Fernex, le président de l'association Enfants de Tchernobyl Belarus et professeur émérite de la Faculté de médecine de Bâle.

"NÉGATIONNISME"

En contact avec des confrères en Ukraine, en Russie et au Belarus - dont le recteur de l'Institut de Gomel, Iouri Bandajevsky, emprisonné un temps pour avoir mené des études sur les enfants -, il se bat depuis des décennies contre le *"négligence"*. En avril, il a été l'un des premiers, avec Vladimir Tchertkoff, écrivain et cinéaste, à jouer les hommes-sandwichs devant l'OMS.

Tous deux rappellent que le bilan de la catastrophe de Tchernobyl, avancé en 2005 par l'AIEA, fait état de 50 victimes et 4 000 cancers de la thyroïde, un document cosigné par l'OMS. Nombre d'études et de recherches indépendantes menées parmi les populations de la zone Tchernobyl, victimes de contaminations chroniques à faible dose de césium 137, ont ainsi été, selon MM. Fernex et Tchertkoff, censurées ou ignorées. Celles, par exemple, qui portent sur l'augmentation du diabète de l'enfant ou les malformations congénitales.

Ils font ainsi remarquer qu'à ce jour l'OMS n'a pas publié les actes de deux conférences internationales - Genève (1995) et Kiev (2001) - qui avaient réuni des centaines de spécialistes dont les avis étaient partagés quant aux conséquences sanitaires de Tchernobyl.

Agathe Duparc

Article paru dans l'édition du 27.09.07.